



De gauche à droite : la trésorière des Ecologistes Samia Lakehal, le maire PS Mathieu Hanotin et le militant antidrogue Amine Kessaci, à Saint-Denis le 1^{er} février.

A Saint-Denis, LFI joue gros, le PS sa survie locale

Dans la deuxième ville d'Île-de-France, la course à la mairie entremêle débats sur la sécurité, le logement et dépôts de plaintes croisées entre le maire sortant PS, Mathieu Hanotin, et le candidat LFI, Bally Bagayoko.

L'épisode est court, mais il résume le potentiel inflammable de cette campagne à Saint-Denis. Le militant antidrogue Amine Kessaci était dans la plus grande ville de Seine-Saint-Denis le 1^{er} février pour apporter son soutien au maire PS, Mathieu Hanotin. Les deux hommes partageaient une même vision sur la lutte à mener contre le narcotrafic, jusqu'à ce qu'au détour d'une prise de parole, l'édile, candidat à un deuxième mandat, lâche : «*Je ne dis pas que mes adversaires ont des accointances avec les narcotrafiquants, mais sur le terrain, la majorité des petits dealers sont engagés contre moi. Certains provoquent nos policiers municipaux, assurant qu'ils vont tous voter pour Bally Bagayoko afin de prendre leur place.*» Le lendemain, le mis en cause, candidat de La France insoumise à Saint-Denis, comme en 2020, annonçait porter plainte pour diffamation contre l'édile ac-

cusé de «*multiplier les amalgames dangereux [et d'alimenter] la stigmatisation de nos quartiers populaires.*» Quasi simultanément, le maire enclenchait, lui, une procédure auprès du procureur de la République contre un blog qu'il estime proche de l'opposition après la diffusion «*sur les réseaux sociaux de photographies de [son] domicile*» et d'accusations autour de l'utilisation de son logement. La campagne s'était exportée jusque devant la justice et le ton de la bataille pour la deuxième ville d'Île-de-France (derrière Paris, avec 149 000 habitants) était donné, à la mesure de l'enjeu de cette élection pour les insoumis.

Gentrification. S'il assure que toute sa stratégie de campagne est décidée à Saint-Denis, autour de son équipe de «*numéros 10*», comme il surnomme ses colistiers, et pas depuis le siège parisien de LFI, Bally Bagayoko confesse avoir «*cet enjeu en tête*». Pour le mélancoliste de 52 ans, soutenu par le PCF et le collectif La Seine-Saint-Denis au cœur, une victoire à Saint-Denis «*positionnerait LFI à un autre niveau de sérieux*» et permettrait, selon lui, de «*faire la démonstration parfaite qu'on est capables de récupérer des petites communes comme des grandes villes.*» Face à lui, Mathieu Hanotin alerte ses administrés sur le devenir prétendu de la ville en cas de bascule insou-

mise : «*Il ne faut pas se tromper. Quand on voit le défilé de Mathilde Panot, Nadège Abomangoli, Clémence Guetté, Sébastien Delogu et selon toute logique, un jour, de Jean-Luc Mélenchon, on voit qu'ils sont dans une approche nationale*», lançait-il mi-janvier.

Face à cette succession de soutiens de poids, l'ancien cadre de la fonction publique à la mairie de Paris, allié entre autres avec Les Ecologistes, Place publique et Génération.s, entend miser sur le bilan de son action depuis sa victoire en 2020 face aux communistes qui dirigeaient la ville depuis 1944. «*Ma hantise c'est qu'on me dise que j'ai fait un mandat qui n'a servi à rien et que rien n'a bougé à Saint-Denis en six ans. Or, personne ne dit ça, même pas l'opposition*», assure le sortant qui en veut notamment pour preuve le «*réaménagement de l'espace public*», ou la construction de logements sociaux représentant désormais 55% des résidences principales contre 52% à son arrivée, balayant au passage le procès en gentrification que lui font ses adversaires.

Mais dans le bilan de celui qui fut député sous la présidence de François Hollande, un sujet se distingue particulièrement : la sécurité, priorité des habitants, selon lui. Elle est même devenue centrale dans la campagne dyonisienne, marquant toujours plus l'opposition de style entre les deux rivaux. De

55 agents en 2019 (à Saint-Denis et Pierrefitte, qui ont fusionné en 2025), l'effectif de la police municipale a atteint 160 agents en 2025, lesquels ont aussi été armés. Le nombre de caméras de surveillance est, lui, passé de 140 à 824 depuis l'arrivée du socialiste. «*Je suis un maire de gauche, donc je veux que tous nos habitants, y compris ceux qui sont dans les situations les plus précaires, aient le droit de vivre de manière apaisée*», justifie Mathieu Hanotin, qui souhaite augmenter encore de 40% les effectifs de police, et de 50% les caméras.

«Cow-boys». De son côté, Bally Bagayoko accuse son concurrent «*d'aller chercher l'électorat d'extrême droite*» et dénonce une «*doctrine sécuritaire*». Selon le cadre de la RATP, les policiers municipaux seraient pris dans une «*logique de compétition avec la police nationale*» et agiraient en «*cow-boys*» dont il ne cesse de fustiger les frasques. L'insoumis ne souhaite cependant pas tout supprimer de cette police mais en «*modifier la doctrine*» : conserver uniquement les caméras jugées «*pertinentes*», et organiser une consultation sur la police municipale dont il veut conserver l'effectif actuel, tout en préparant le désarmement d'au moins une partie des agents. En marge d'un porte-à-porte, le cadre de la RATP refusait de «*se laisser imposer un agenda*» et citait «*les questions d'emplois, de charges et de logement*» dont «*les habitants nous parlent surtout*». Parmi ces autres sujets de campagne, la fusion avec Pierrefitte. Et comme pour le reste : quand l'un – le maire – la défend, l'autre – son adversaire – veut une consultation des citoyens pour la défaire.

ARTHUR LOUIS
Photo **STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP**